

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE NEUFCHATEAU

REUNION DU 15 MAI 2013

Présents : M. Simon LECLERC : Président

M. Claude PHILIPPE - M. Frédéric HANCE - M. Jean-Marie BIGEON - M. Régis RAOUL - M. Philippe EMERAUX - M. Claude FAUVET - M. Francis GUICHARD - Mme Dominique HUMBERT : Vice Présidents

M. Maurice ROUYER - M. Jean-Marie PETELOT - M. Bernard ADAM - Mme Martine BAUDRY - M. Bernard SAMSEL - M. Gérard TOLLOT - M. Jean-Louis MONGIN - Mme Sandra COMOLLI - M. Michel TISSERON - M. René MAILLARD - M. Jean-Paul BERNARD - M. Michel LAPERCHE - M. Michel DEANTONI - M. Cyril VIDOT - M. Denis COTTENY - M. Daniel RATIEUVILLE (suppléant) - M. Daniel MARQUE - M. Jean MAGNIER (suppléant) - M. Jean-Jacques HERBILLOT - M. Frédéric TISSIER - Mme Béatrice DEMAY - Mme Marie-Françoise VALENTIN - Mme Mireille CHAVAL - Mme Anne Marie FURGAUT - M. Richard MARTIN - Mme Muriel ROL - M. Pierre GRIMM - M. Patrice BERARD - Mme Annie OSNOWYCZ (présente à partir du point 10) - M. Jacques LEFEBRE - M. Richard CRAVAGEOT - M. Jean-Bernard THOUVENOT - Mme Dominique BOUTON - Mme Christine GARDEUX - Mme Odette MOUGIN - M. Raymond VOIRIOT - M. André SCHOINDRE - M. Elphège BARRAT

Absents excusés : M. Pascal CABLEY - M. Daniel COINCE - Mme Estelle CLERGET - M. Daniel FRESNAIS - M. Gilles ANDRIOT - M. Claude MARSAL - Mme Danielle LEBLANC - Mme Jenny WILLEMIN - Mme Christiane SIMONET CAMBON - Mme Claudine CLAUDOT - Mme Marie Agnès HARMAND - M. Ramazan OZER - M. Jean José DA CUNHA - M. Jacques CAPDEVILLE - Mme Joëlle PEREZ - M. Guillaume BERTRAND - Mme Claude HOUTMANN - M. Jean Jacques BERTIN - M. Maurice AUBRY - M. Hervé CLEMENT - M. Jean-Marie TROUSSELARD - M. Patrick ROGER - Mme Irène JACQUEMET

M. Claude MARSAL a donné pouvoir à M. Frédéric HANCE

Mme Annie OSNOWYCZ a donné pouvoir à M. Simon LECLERC

M. Guillaume BERTRAND a donné pouvoir à M. Patrice BERARD

Nombre de conseillers en exercice : 68

Présents: 47

Votants: 50

7. ELABORATION ET PRESCRIPTION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu la Loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 et son décret d'application du 9 juin 2004 ;

Vu l'article L 300.2 du code de l'urbanisme relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de concertation ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 1586/ 2012 du 22 novembre 2012 portant sur la création de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau par la fusion de la communauté de communes du Pays de Neufchâteau, de la communauté de communes du Pays de Jeanne et de la communauté de communes du Pays de Côtes et de la Ruppe et de son extension aux communes de Bazoilles-sur-Meuse, Brechainville, Fréville, Grand, Jainvillotte, Landaville, Lemmecourt, Liffol-le-Petit (52), Pargny-sous-Mureau, Trampot et Villouxel ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2654/2012 du 31 décembre 2012 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau ;

Accusé de réception en préfecture

088-200034684-20130515-150513_7-DE

Reçu le 22/05/2013

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau est compétente en matière d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunale (P.L.U.I.).

Le territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau est couvert de divers documents d'urbanisme, à savoir :

- Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) sur les communes de Bazoilles-sur-Meuse, Circourt-sur-Mouzon, Neufchâteau, Rebeuville, Rollainville.
- Plan d'Occupation des sols (P.O.S) sur les communes de Certilleux, Lillol-le-Grand, Soulosse-sous-Saint-Elophe.
- Carte Communale sur les communes d'Autigny-la-Tour, Coussey, Frebécourt, Fréville, Grand, Greux, Maxey-sur-Meuse, Moncel-sur-Vair, Mont-lès-Neufchâteau, Pargny-sous-Mureau, Pompiere, Punerot.

Le moitié du territoire, soit 21 communes, ne disposent ni d'un plan local d'urbanisme, ni d'une carte communale, ni d'un document en tenant lieu et sont donc soumis au Règlement National d'Urbanisme (R.N.U).

Afin de mettre en cohérence les documents d'urbanisme avec les nouvelles réglementations en vigueur et de prendre en compte le développement futur de notre territoire, des réflexions ont été menées dans le cadre de la création de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau et de son projet de territoire, par les 42 communes et les différents groupes de travail qui ont abouti à une volonté d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (P.L.U.I).

En effet, le P.L.U.I est une réelle opportunité pour la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau. C'est d'une part, une véritable expression des choix collectifs et des positions communes autour d'une vision du territoire à long terme et partagé par tous, qui transcendera naturellement les limites communales tout en respectant l'autonomie des communes. D'autre part, il viendra doter l'intégralité de nos communes d'un outil utile de gestion et de réglementation de l'usage du sol et adapté à la spécificité rurale du territoire et à la diversité de ses besoins.

De plus, considérant que les dispositions transitoires de la loi Grenelle 2 permettent le maintien en vigueur des PLU ou POS élaborée à l'échelle communale, mais prévoient qu'à compter du 12 juillet 2013, il ne sera plus possible de faire évoluer ces PLU communaux pour remettre en cause leur économie générale (révision) qu'en élaborant un PLU intercommunal, il paraît donc raisonnable que la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau engage dès à présent l'élaboration d'un PLU communautaire, pour éviter tout risque de blocage de l'évolution de PLU communaux à partir de juillet 2013.

L'article L123-1 du Code de l'Urbanisme précise que les P.L.U. élaborés par des établissements publics de coopération intercommunale compétent en matière de PLU doivent couvrir l'intégralité du territoire.

Les études pour l'élaboration du P.L.U.I. seront confiées à un bureau d'étude extérieur. Ces études pourront être subventionnées par l'État au titre de la Dotation Globale de Décentralisation (DGD).

En application de l'article L300-2 du code de l'Urbanisme, le Conseil de Communauté du Bassin de Neufchâteau doit délibérer sur les objectifs poursuivis et sur les modalités de concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Les objectifs poursuivis :

Suite aux réflexions issues des différentes réunions de travail pour élaborer le projet de territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau et suite à la commission « Aménagement du Territoire, Habitat et Urbanisme » en date du 27 février 2013, il est proposé de retenir dans l'élaboration du P.L.U.I. les objectifs suivants :

➤ Les objectifs réglementaires

Conformément à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, le P.L.U.I déterminera les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

« 1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature »

Au travers de son P.A.D.D, le P.L.U.I devra définir, conformément à l'article L.123-3 du Code de l'Urbanisme :

« Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

➤ Les objectifs de la CCBN

Au delà du Code de l'Urbanisme, la Communauté de Communes du Bassin de Neuchâteau a la volonté affirmée de définir une stratégie de développement propre à son territoire selon les objectifs suivants :

- Exprimer et mettre en œuvre un projet d'aménagement et de développement durable à l'échelle de l'ensemble du territoire communautaire.
- Favoriser la prise en compte des orientations fixées par la loi « Grenelle 2 », s'agissant en particulier de la gestion foncière, de la protection de l'environnement ou des économies d'énergie.
- Définir des orientations fixant les objectifs et les principes d'une politique intercommunale en matière de logements et d'hébergements (en tenant compte des études et des bilans des OPAH successives et du PIG) en répondants aux attentes des jeunes et aux besoins d'une population vieillissante.
- Favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre en logements et notamment entre les espaces urbains et ruraux.
- Promouvoir la diversification économique en bâtissant une stratégie coordonnée d'accueil économique, essentielle à l'implantation d'entreprises nouvelles sur le territoire et en valorisant quelques filières fortes, comme l'industrie de l'ameublement, ancré dans le territoire.
- Lutter contre la pollution visuelle des sites et des paysages par la réalisation d'un Règlement Local de Publicité.

- Favoriser l'accessibilité physique (transport, déplacement) et virtuelle du territoire (nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les modalités de la concertation :

La présente délibération doit également définir les modalités de la concertation selon les articles L.123-6 et L300-2 du Code de l'Urbanisme. Il est proposé de l'organiser de cette façon :

Pour les élus :

Des groupes de travail (qui resteront à définir avec le bureau d'études) :

- Par secteur géographique
et/ou
- Par thématique
- Couplé avec un comité de pilotage qui suivra l'avancement des études sur l'ensemble du territoire

Pour la population :

- Des réunions publiques à chaque phase de l'étude et sur plusieurs sites du territoire, afin de toucher le maximum d'habitant :
 - ❖ Présentation du diagnostic
 - ❖ Présentation du PADD
 - ❖ Présentation du zonage et du règlement
- Des expositions :
 - ❖ Un panneau d'information expliquant ce qu'est un PLU intercommunal dans chaque commune.
 - ❖ Une exposition évolutive présentant l'état d'avancement des études qui sera située dans les locaux du siège de la Communauté de Communes pourvu d'un personnel sachant apporter les informations nécessaires à toute compréhension du sujet
- Un registre sera mis à disposition du public dans le lieu où sera présentée l'exposition évolutive.
- De l'information sera disponible :
 - ❖ Sur le site internet de la Communauté de Communes.
 - ❖ Sur le journal intercommunal.

Il convient de préciser que les modalités de concertation pourront être revues et étoffées avec le bureau d'étude.

Conformément à l'article L.123-4 du code de l'Urbanisme, le P.L.U.I. tiendra lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH).

En application de l'article L.123-7 du Code de l'Urbanisme, à l'initiative du Président de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau, les services de l'État seront associés à l'élaboration du projet de P.L.U.I.

Le Président pourra recueillir l'avis de « tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements » (article L.123-8 du Code de l'Urbanisme).

Si le représentant de l'ensemble des organismes d'Habitations à Loyer Modéré situés sur le territoire en fait la demande, le Président de la Communauté de Communes notifiera le projet de P.L.U.I. afin de recueillir son avis. Cet avis sera réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans un délai de deux mois.

Le Président informera le Centre National de la Propriété Foncière, conformément à l'article R.130-20, de la prescription du P.L.U.I.

Le Conseil Communautaire sera amené à débattre sur les orientations du Projet de Développement et d'Aménagement Durable (PADD), comme le prévoit l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, au plus tard deux mois après l'examen du projet de P.L.U.I.

Il convient de préciser que le P.L.U.I. étant assujéti à une évaluation environnementale, en vertu des articles R.121-14 et 15 du Code de l'Urbanisme, les Préfets du département

des Vosges et du Département de Haute-Marne ainsi seront consultés sur cette évaluation 3 mois au plus tard avant l'enquête publique.

Enfin, le débat, l'arrêt du projet, la consultation des services puis l'enquête publique interviendront, dans cet ordre chronologique, dès que possible, et après en avoir délibéré.

Le Conseil de Communauté après en avoir délibéré,
Décide par 49 voix pour,

- **DE PRESCRIRE** l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau
- **D'APPROUVER** les objectifs poursuivis pour l'élaboration du P.L.U.I. ci-dessus décrits.
- **D'APPROUVER** les modalités de concertation ci-dessus listées.
- **DE SOLLICITER** de l'État une dotation générale de décentralisation pour compenser la charge financière de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau correspondant à l'élaboration du P.L.U.I selon l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme.
- **DE SOLLICITER** de l'État une aide financière au titre de l'Appel à Projet concernant l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux.
- **DE SOLLICITER** l'aide financière du Conseil Régional de Lorraine, du Conseil Général des Vosges, du FEADER au titre du programme LEADER Ouest Vosgien et des autres partenaires.
- **DE DECIDER** de prendre en charge l'autofinancement imposé par les cofinanceurs
- **DE S'ENGAGER** à couvrir les dépenses qui ne seraient pas prises en compte par les cofinanceurs.
- **DE SOLLICITER** les services de la Direction Départementale des Territoires ainsi que tous les services extérieurs de l'État, conformément à l'article L121- 7 du Code de l'Urbanisme et de donner tout pouvoir au Président pour signer une convention dans ce sens.
- **DE PROCEDER** à une consultation de bureaux d'études pour mener l'élaboration du P.L.U.I.
- **DE DEMANDER** à Monsieur le Préfet du Département des Vosges et à Monsieur le Préfet du Département de Haute-Marne de désigner les services de l'État à associer à l'élaboration du P.L.U.I.
- **DE PROCEDER** à une notification de la présente délibération conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme :
 - Au Préfet du Département des Vosges
 - Au Préfet du Département de Haute-Marne
 - Au Président de Conseil Régional de Lorraine
 - Au Président du Conseil Régional de Champagne-Ardenne
 - Au Président du Conseil Général des Vosges
 - Au Président du Conseil Général de Haute-Marne
 - Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'industrie territoriale, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'Agriculture des Vosges et de Haute-Marne
 - Aux maires des communes limitrophes
 - Aux EPCI limitrophes
 - Aux établissements publics chargés des SCOT limitrophes
- **DE SOLLICITER** de Monsieur le Préfet du Département des Vosges et Monsieur le Préfet du Département de Haute-Marne, la communication du Porter à Connaissance.
- **DE PRECISER** que, conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois à l'extérieur des mairies des communes de la CCBN et au siège de la CCBN. D'autre part il sera mentionné de cet affichage dans un journal local inséré en caractères apparents. La délibération sera enfin publiée au recueil des actes administratifs communautaire conformément à l'article R. 2121-10 du CGCT. La délibération produira ses effets

juridiques dès l'exécution de l'ensemble de ces formalités, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

- **D'IMPUTER** les dépenses correspondantes au Budget Général de la CCBN, section investissement article 2027.
- **DE PRECISER** que conformément à l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, le débat au sein du conseil de communauté prévu pour définir les orientations générales du P.A.D.D. sera lancé dès que possible.
- **DE CHARGER** Monsieur le Président de prendre les dispositions nécessaires à la poursuite de la procédure.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous les documents concernant l'élaboration du P.L.U.I.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS, ET AN SUSDITS ET ONT SIGNE LES MEMBRES PRESENTS.



Pour extrait conforme,
le Président,